

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

9 DÉCISIONS PRISES À BRUXELLES QUI IMPACTENT NOTRE QUOTIDIEN

1. Respirez ! L'air est (un peu) moins pollué

Entre 2005 et 2020, une diminution des émissions totales de tous les polluants atmosphériques a été constatée en Europe. Par exemple, les émissions de particules fines (PM_{2,5}) ont diminué de près d'un tiers (32%) et les émissions d'oxydes d'azote (NO_x) de près de 48% ¹. Cela s'est traduit par des avantages concrets pour la santé : en 2020, le nombre de décès prématurés dus à l'exposition aux particules fines a diminué de près de la moitié (45%) en Europe par rapport à 2005.

Ces progrès sont le résultat de politiques européennes venant fixer des normes minimales de qualité de l'air ambiant. En effet, sur cette même période de 2005 à 2020, plusieurs lois ont été votées ou actualisées, en établissant des objectifs au niveau des États membres et en définissant des règles pour réduire la pollution atmosphérique à la source (notamment dans les transports, le chauffage domestique et l'industrie).

Le saviez-vous ? La France a été condamnée à plusieurs reprises par la [justice européenne](#) et le [Conseil d'État](#), la plus haute juridiction française de l'ordre administratif, pour ne pas respecter les seuils européens de pollution de l'air et agir suffisamment pour protéger la santé de ses citoyen·nes.

L'UE pourrait éviter des milliers de décès et épargner des dizaines de milliards d'euros par an si elle adoptait une législation plus stricte sur les émissions industrielles et surtout agricoles. L'amélioration des pratiques agricoles pourrait réduire les émissions d'ammoniac de plus d'un million de tonnes d'ici à 2030, ce qui permettrait d'éviter 27 000 décès par an et de réduire les coûts de 75 milliards d'euros par an.



2. Tournée générale d'eau potable svp !

L'UE et son arsenal législatif et réglementaire dont la directive-cadre sur l'eau de 1998, ont joué un rôle crucial pour **garantir aux citoyen·nes européens l'accès à une eau de qualité et des eaux propres à la baignade**. En incitant les États membres à prendre des mesures appropriées, la gestion de l'eau s'est améliorée avec notamment une **meilleure surveillance écologique et chimique** comprenant davantage de produits chimiques analysés. Cela a conduit à une disponibilité accrue des informations et à une bien meilleure compréhension de l'état et des pressions ².

Les citoyen·nes et ONG ont aussi eu un rôle important. [Une initiative citoyenne européenne \(ICE\)](#) intitulée [#Right2Water](#) rassemblant plus de 1,8 millions de signataires a poussé l'UE à réviser sa directive sur l'eau. Transposée en droit français en janvier 2023, elle permet de garantir l'accès de chacun·e à l'eau, même en cas d'absence de raccordement au réseau public ³.

Cependant, la grande majorité des masses d'eau européennes ne parvient toujours pas à atteindre l'objectif minimum de « bon état » fixé par l'UE. Et les citoyen·nes en sont peu informé·es. Ainsi, 70% des Français·es ne sont pas au courant que plus d'un tiers de l'eau potable distribuée ne serait pas conforme aux normes de qualité du fait des produits phytosanitaires ⁴. **La réduction de la pollution provenant des activités agricoles et industrielles devrait être une priorité pour protéger les écosystèmes européens**. Finalement, la mauvaise gestion de l'eau et son accaparement par certains secteurs, l'augmentation de la pollution chimique et plastique, et le changement climatique rendent toujours plus vitale la question de l'approvisionnement en eau (et derrière la [question de la transition du secteur agricole](#)). Alors que la France semble ne toujours pas saisir l'ampleur des enjeux ⁵, l'UE saura-t-elle y répondre ?

² [L'eau en Europe devient plus propre, mais des problèmes importants subsistent](#)

³ [La reconnaissance en droit français des personnes non-raccordées à l'eau potable](#)

⁴ [Un sondage du WWF et de l'IFOP révèle que les Français sous-estiment les dangers des pesticides, malgré leurs appréhensions](#)

⁵ [Le déni français face aux menaces sur l'eau](#)



3. Nature & biodiversité, un bilan mitigé

Face à l'effondrement de la biodiversité, l'UE a déployé le plus vaste réseau coordonné de zones de conservation au monde pour préserver des espèces et des habitats remarquables, ce sont les sites "Natura 2000" qui couvrent plus de 18% de la superficie de l'Union européenne 6. En France, 1761 sites Natura 2000 composent ce réseau.

Natura 2000 est un outil conciliant activités humaines et préservation de la biodiversité 7. Les activités humaines telles que la chasse, la pêche ou encore certaines activités sportives outdoors peuvent ainsi y être autorisées tant qu'elles ne nuisent pas aux espèces et habitats présents.

Les sites Natura 2000 accueillent chaque année entre 1,2 et 2,2 milliards de visiteur·ices dans l'Union européenne, ce qui génère des bénéfices récréatifs d'une valeur de 5 à 9 milliards d'euros par an. Les avantages économiques du réseau Natura 2000 sont évalués à 200-300 milliards d'euros par an et environ 4,4 millions d'emplois dépendent directement du maintien d'écosystèmes sains, dont une part importante se situe dans les sites Natura 2000.

30 ans après la création des sites Natura 2000, l'urgence est toujours là avec plus de 80% des habitats européens en mauvais état et plus d'un million d'espèces menacées d'extinction à brève échéance. La **loi sur la restauration de la nature** récemment adoptée de justesse par les eurodéputé·es en février 2024 pourrait être un outil essentiel pour faire progresser le retour de la nature en Europe 8. Chaque État devra restaurer d'ici 2030 au moins 30% de ces habitats en mauvais état, prioritairement dans les zones Natura 2000. Pour que la loi soit efficace, elle devra être soutenue par un fonds autonome suffisant, des mécanismes d'application et un engagement du Parlement européen et de la Commission européenne.

L'agriculture intensive étant la principale cause d'érosion de la biodiversité, **l'enjeu principal reste la mise en œuvre d'une transition vers un système agroécologique**. Or, face à la crise agricole en 2024, l'alliance des groupes du centre à l'extrême droite a opté pour l'abandon des normes environnementales de la politique agricole commune, en urgence et sans débat 9.

6. [Chiffres clés | Natura 2000](#)

7. [Comment fonctionne la préservation des espaces naturels en France ? | France Nature Environnement](#)

8. [Loi sur la Restauration de la Nature : déjà deux victoires sur trois ! - BLOOM Association](#)

9. [Le Parlement européen entérine la fin des ambitions environnementales de la PAC](#)



En parallèle, une victoire à célébrer est que la **première législation au monde pour interdire la commercialisation de produits résultant de la destruction des forêts a été adoptée par l'Union Européenne**. Ainsi, ses citoyen·nes n'auront plus à s'inquiéter de savoir si les produits achetés sont issus de la déforestation, dont notamment le soja, l'huile de palme, le bœuf et le café, les produits du bois comme les produits imprimés, et le caoutchouc [10](#).

Cette décision s'appuie sur une forte demande sociale : 7 Européen·nes sur 10 veulent que la déforestation soit exclue du marché de l'UE. Plus de 1,1 million de personnes ont répondu à la consultation publique de l'UE sur la déforestation en 2020, ce qui en fait la plus grande consultation publique sur les questions environnementales dans l'histoire de l'UE, et la deuxième plus grande jamais organisée.

4. Énergie, un bouclier européen au service des citoyen·nes

Ces dernières années, les initiatives et législations de l'UE dans le secteur de l'énergie ont joué un rôle essentiel pour protéger les citoyennes et citoyens des incertitudes liées aux prix de l'énergie. Elles ont contribué à **réduire la dépendance à l'égard des sources extérieures et à favoriser le déploiement des sources d'énergie renouvelables**, qui seront la principale source d'énergie d'Europe d'ici à 2030. Une source de moins en moins chère, dans un contexte d'envolée des prix des fossiles, ce qui non seulement protège les ménages mais également l'avantage comparatif des entreprises à l'export.

- En moyenne, les ménages européens verront leurs dépenses consacrées à l'énergie et aux carburants passer de 8,6% de leur budget en 2022 à 6,1% en 2030 [11](#).
- Inflation : Contribue à réduire l'inflation et à la stabiliser à 1,5%, grâce à la réduction de notre dépendance aux hydrocarbures dont les prix sont volatils et moteurs de l'inflation [12](#).

Aide à la transition des ménages : 7 milliards d'euros devraient être mis à disposition entre 2026 et 2032 pour aider les français·es à investir dans leur transition énergétique (rénovation thermique, achat de voitures décarbonées...). Deuxième État bénéficiaire du fonds en Europe, la France doit s'engager à cofinancer les actions prévues dans son plan social pour le climat. En revanche, le montant de ce fonds reste à ce jour insuffisant et interviendra trop tardivement pour réellement compenser et accompagner les ménages dans la transition.

[10. Déforestation : où va l'Europe ? - Greenpeace France](#)

[11. Strategic Perspectives, "Turning the EU Green deal into reality", mai 2023](#)

[12. Ibid.](#)



5. Déchets, un continent mis au régime !

On en a beaucoup entendu parler, **l'interdiction de la vente de plastique à usage unique est également le résultat de l'action européenne**. Sont concernés : une partie des sacs plastiques, tous les couverts, les pailles, les cotons-tiges, les touillettes et d'autres produits. Ces produits représentaient 50% des déchets retrouvés sur les plages européennes, causant la mort de plus d'un million d'oiseaux et mammifères par an ¹³. Le chemin reste néanmoins encore long avant que le plastique à usage unique soit définitivement aboli ¹⁴ et l'Union européenne pourrait jouer un rôle prépondérant en la matière.

Celle-ci a d'ailleurs changé son fusil d'épaule : alors que les décisions et discours de ses représentant·es visaient prioritairement les comportements individuels, c'est maintenant les logiques de production qui commencent à être prises pour cibles. Ainsi, une directive adoptée en 2018 a permis **d'imposer aux producteurs d'être responsables des surcoûts entraînés par leurs produits** : une entreprise de prêt à porter devra par exemple payer pour le recyclage des vêtements ¹⁵. Le texte pose, en plus du **principe « pollueur-payeur »**, la priorité pour les industriels de ne pas créer de déchet, et de favoriser l'écoconception ainsi que le réemploi des objets.

Le plan de relance européen adopté en juillet 2020 continue ce travail de réduction des déchets plastiques (mais des plastiques non-recyclés uniquement, ce qui laisse de côté de nombreuses autres sources de pollutions plastiques) en taxant les États membres au prorata de ce qu'ils n'ont pas recyclé ¹⁶. Adossée aux objectifs de diminution de déchets produits en parallèle de l'augmentation du réemploi et du recyclage prévus par la directive de 2018, cette mesure a toutefois mis en lumière les lacunes de nombreux États membres, dont la France, qui n'a pas atteint ses objectifs de recyclage et réemploi, et qui a dû verser à l'UE une amende de 1.2 milliard d'euros en 2021 (le pays a produit en 2018 2.4 millions de tonnes de déchets d'emballages plastiques, dont seulement un quart a été recyclé).

13. <https://www.unesco.org/fr/ocean>

14. [No plastic in my sea, Enquête sur la restauration à emporter et la réduction des déchets.](#)

15. https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32018L0851_page_3_alinea_14.

16. [Cette taxe étant proportionnelle au Revenu national brut \(RNB\) de chaque État, la France fait partie des plus imposée avec 80 cts par kilo non-recyclé.](#)



6. Alimentation, que concoctent nos eurodéputés ?

Liste des ingrédients, pays d'origine, date limite de consommation, mode d'emploi, ... Pour être mieux informé·e sur ce qu'on achète et ce qu'on met dans nos assiettes, **des mentions ont été rendues obligatoires sur les aliments vendus dans l'Union européenne**. Ces mentions doivent notamment être exactes, faciles à lire et à comprendre et non trompeuses. Depuis janvier 2024, on en sait plus sur notre petit-déjeuner : pays d'origine du miel, teneur en sucre des jus de fruits, teneur minimale en fruits dans les confitures ¹⁷. Des mentions sur les techniques de pêche sont également obligatoires : chalutage de fond, trémail ... ou encore la présence d'OGM.

- L'usage de la technique de pêche sur les étiquettes permet de privilégier les techniques plus respectueuses et éviter les techniques les plus destructrices pour les dauphins, à savoir la pêche au trémail, les filets maillants, le chalutage de fond et les chaluts pélagiques.
- Mais que fait cet OGM dans mon assiette ? **Les produits contenant des organismes génétiquement modifiés, dits « OGM », doivent porter une mention** pour en informer les consommateur·ices européen·es. Les produits qui ne contiennent pas d'organismes génétiquement modifiés peuvent aussi présenter la mention « sans OGM ». Petit laïus sur les OGM :
 - L'usage d'OGM est très encadré dans l'Union européenne et ne peut être autorisé qu'après évaluation, au cas par cas, des risques pour la santé publique et l'environnement réalisée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). Chaque État membre peut également interdire sur son territoire l'un de ces OGM autorisés, comme la France. Aujourd'hui, un seul OGM est cultivé en Europe depuis 1998, le maïs MON810, avec une production qui se limite presque exclusivement à la péninsule ibérique.
 - **Des OGM sont présents sur le marché européen par le biais des importations.**
- Un projet de règlement européen pourrait autoriser les nouvelles techniques de sélection génomique **NGT (new genomic techniques) connues sous l'appellation « nouveaux OGM »** malgré l'absence d'évaluation des risques. Mais ce projet devrait être repris après les élections de juin ¹⁸.

17. [Origine des miels - L'étiquetage sera généralisé à l'Union européenne - Actualité - UFC-Que Choisir](#)

18. [Victoire d'étape contre la déréglementation des OGM/NTG ! | Confédération Paysanne](#)



7. Justice sociale, des fonds européens pour aider les plus vulnérables

Le saviez-vous ? Plusieurs programmes européens ont été mis en place pour aider les personnes les plus vulnérables. Parmi eux, le projet européen [EmpowerMed](#) lutte contre la précarité énergétique et pour la santé des populations vulnérables, notamment des femmes, sur les côtes méditerranéennes. A Marseille, le programme a permis de déployer un ensemble d'actions et des solutions pratiques pour donner aux femmes les moyens d'agir contre la précarité énergétique estivale.

En 2014, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) a bénéficié à près de 13 millions de personnes en Europe en termes d'accès à la nourriture. De 2014 à 2020, la France a bénéficié de 587 millions d'euros par ce fonds, ce qui représente 1/3 de son aide alimentaire [19](#). 11% de la population européenne n'a pas les moyens de s'offrir un repas de qualité tous les deux jours.

Nouvel arrivant, le Fonds social climat a été adopté pour accompagner les ménages les plus précaires dans la transition énergétique par un soutien direct au revenu mais aussi des investissements, sur la rénovation thermique de leur logement par exemple. Cependant, son montant est à ce jour insuffisant et interviendra trop tardivement pour réellement compenser et accompagner les ménages dans la transition [20](#).

8. Agriculture, un pognon de dingue à réorienter d'urgence dans l'intérêt du plus grand nombre

9 milliards d'euros par an, c'est le budget dont bénéficie la France dans le cadre de la politique agricole commune (la PAC - qui, elle, représente environ 40% du budget européen). Un budget colossal qui concerne les agriculteur·rices qui touchent les aides de la PAC, mais aussi chaque citoyen·ne, car elle impacte notre alimentation, notre santé, nos impôts, les paysages,... [21](#)

Lors de sa mise en place en 1962, la PAC a fait le choix d'une agriculture productiviste pour nourrir la population au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Soixante ans plus tard, elle poursuit cette même stratégie productiviste dominée par l'agro-industrie et la grande distribution [22](#), sans adaptation aux enjeux sociétaux actuels. Or, cette stratégie entraîne des conséquences négatives majeures dont :

[19. https://www.restosducoeur.org/wp-content/uploads/2019/11/fead_infographie_2019-1.pdf](https://www.restosducoeur.org/wp-content/uploads/2019/11/fead_infographie_2019-1.pdf)

[20. Faire du Fonds social pour le climat un levier de la lutte contre la pauvreté énergétique - Institut Jacques Delors](#)

[21. La PAC, ça m'impacte ? - Pour une autre PAC](#)

[22. À QUI PROFITE LA PAC ? - BASTA](#)



- l'explosion des maladies dues à un régime alimentaire déséquilibré, à l'inhalation ou l'ingestion de substances toxiques
- déclin du nombre d'agriculteur·rices dont un quart vit sous le seuil de pauvreté (80% des aides vont à 20% des plus grosses exploitations). Un tiers des personnes souhaitant devenir agriculteur·rice abandonnent leur projet faute d'un accompagnement adapté par les pouvoirs publics
- incitation financière à s'agrandir plutôt qu'à opérer une transition agroécologique
- effondrement de la biodiversité et négligence du bien-être animal
- déstabilisation de l'agriculture et de l'économie des pays du Sud (en mettant en concurrence la production locale) qui favorise l'insécurité alimentaire des habitant·es

9 milliards d'euros par an en France, 60 milliards au total dans l'UE. Ces sommes ne peuvent-elles être mises au service d'une réorientation des politiques agricoles permettant de répondre aux enjeux sociétaux actuels ?

Car les solutions existent en délaissant un système productiviste pour un **système agroécologique, résilient et rémunérateur, plébiscité par de nombreuses études scientifiques dont le GIEC et l'ONU** 23. Cela permettrait notamment :

- d'accompagner les agriculteurs qui transforment leur système agricole ou s'installent, et leur permettre de vivre de leur métier
- de rendre accessible une alimentation diversifiée et de qualité
- d'améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, et la santé publique par la réduction, voire l'abandon des pesticides
- de remplacer les monocultures par des productions agricoles variées qui permettent la diversification des paysages et le retour de la biodiversité
- de respecter le bien-être animal
- d'atteindre une souveraineté alimentaire nationale et européenne
- de défendre un commerce international de denrées agricoles ou alimentaires équitable
- de se prémunir contre le changement climatique

Les paysans témoignent : <https://basta.pouruneautrepaq.fr/changer-la-pac/>



9. Environnement & droits humains, rendons les entreprises plus responsables

Alors qu'il est estimé que 57 multinationales sont responsables de 80% des émissions de gaz à effet de serre entre 2016 et 2022 [24](#), il serait bon de les inviter à faire les rendre responsables de l'impact de leurs activités. Outre le fameux chargeur USB-C, la garantie constructeur étendue à deux ans ou les étiquettes énergie, plusieurs projets de directives européennes adoptés par le Parlement européen devraient pousser les entreprises à revoir leur copie.

#StopauGreenwashing. Ce n'est plus aux citoyen·nes de veiller à l'impact de leurs achats, les entreprises vont devoir fournir des preuves avant de pouvoir vanter le respect de l'environnement de ses produits. L'usage d'informations trompeuses d'un point de vue environnemental sur les produits, telles que « respectueux de l'environnement », « protège la planète », « biodégradable », « neutre en carbone » seront interdits. « *Dans 42% des cas, l'allégation pouvait être fausse ou fallacieuse* » selon la Commission européenne. **Seules les mentions de durabilité basées sur une certification approuvée ou établie par les autorités publiques seront ainsi autorisées** [25](#).

Pour rendre la réparation plus attrayante et inviter les citoyen·nes de l'UE à la privilégier à un nouvel achat, **le droit à réparation est renforcé**. Les fabricants vont devoir informer de ce droit et proposer des services de réparation en cas de panne survenue en dehors de la garantie légale (qui est de deux ans). Ils ne devront ni entraver les réparations (par des clauses contractuelles ou des techniques matérielles ou logicielles), ni empêcher l'utilisation par les réparateur·ices indépendant·es de pièces détachées d'occasion ou de pièces détachées réalisées par la 3D [26](#).

Après l'**interdiction des produits issus du travail forcé** [27](#), un **devoir de vigilance** vient également renforcer la responsabilité des entreprises européennes [28](#). Les grandes entreprises de plus de 1000 salarié·es auront l'obligation d'identifier, prévenir et réparer les atteintes aux droits humains et à l'environnement dans toute leur chaîne de production. Parmi les institutions européennes, c'est le Parlement européen (et surtout son aile gauche) qui a eu la position la plus progressiste et ambitieuse. Malgré la revue à la baisse des ambitions de ce texte sous la pression des lobbies [29](#), il marque une étape importante dans la lutte contre l'impunité des multinationales.

24. [Monde. Les grandes entreprises doivent faire beaucoup plus d'efforts pour réduire les émissions de CO2 et limiter les dommages climatiques - Amnesty International](#)

25. [Greenwashing - Les allégations environnementales trompeuses bientôt interdites - Actualité - UFC-Que Choisir](#)

26. [Renforcement du droit à la réparation par l'Union européenne : des avancées à nuancer - HOP](#)

27. [Feu vert des eurodéputés pour l'interdiction des produits issus du travail forcé](#)

28. [Union européenne. La nouvelle loi européenne sur la responsabilité des entreprises en matière de droits humains passe un vote crucial - Amnesty International](#)

29. [Devoir de vigilance européen : les États membres adoptent un texte ressuscité grâce à la mobilisation, mais affaibli par les lobbies | Les Amis de la Terre](#)